



Paris, le 10 mars 2005

Communiqué

**Une journée de mobilisation réussie!  
Un nouvel avertissement fort au gouvernement.**

Ce 10 mars 2005 aura démontré, une nouvelle fois, la détermination des salariés du secteur public et du secteur privé face à la politique libérale du gouvernement.

L'ampleur des manifestations (150 000 à Paris, 100 000 à Marseille, 40 000 à Toulouse...) a dépassé celle du 5 février dernier.

Les mouvements de grève ont été importants dans le secteur public, mais aussi dans le secteur privé où de nombreux débrayages ont eu lieu.

La question du pouvoir d'achat était encore au centre des revendications, mais c'est bien un malaise beaucoup plus profond qu'ont exprimé des centaines de milliers de manifestants. Alors même que les profits augmentent et sont distribués à quelques nantis, c'est la volonté d'un autre partage des richesses qui s'est exprimée dans la rue et dans les entreprises.

Ces manifestations et ces grèves exprimaient aussi un refus ferme de la remise en cause des quelques dispositions favorables des 35 heures, des droits sociaux et étaient un appui à la défense des services publics.

C'est un nouvel avertissement très fort qui a été envoyé au gouvernement pour une autre politique sociale à l'opposé de celle qui réduit les acquis du monde du travail pour appliquer le programme de MEDEF.

Malgré ces manifestations massives et ces grèves importantes, il est à craindre que le gouvernement continue à faire la sourde oreille. Face à l'entreprise de démolition sociale organisée par le gouvernement et le MEDEF, la mobilisation doit continuer!

L'union syndicale Solidaires appelle les salariés dans les entreprises, les administrations, les services publics à se réunir par secteur mais aussi dans des cadres interprofessionnels pour décider du renforcement à donner à cette journée réussie de mobilisations.

Elle s'adresse à toutes les organisations syndicales pour que dans l'unité, elles agissent en ce sens.

D'ores et déjà, elle soutient les manifestations des lycéens (encore nombreux dans les cortèges aujourd'hui) et de toute l'éducation nationale organisée contre la loi Fillon.

Après la manifestation du 5 mars à Guéret pour la défense des services publics, elle appelle à manifester le 19 mars à Bruxelles pour exiger une véritable Europe sociale et s'opposer à l'Europe libérale (pourvoyeuse des mêmes dégâts sociaux que la politique de Raffarin en France) que certains voudraient graver dans le marbre.

Le gouvernement ne pourra pas étouffer l'amplification du mouvement en faisant semblant d'écouter et en proposant de passer des relais par un faux "grenelle" des salaires.

Doper les salaires, l'emploi, les services publics et les droits sociaux, partager les richesses entre toutes les catégories sociales, ce sont les exigences des marcheurs de ce 10 mars.

Elles doivent être entendues.